



La catégorie socioprofessionnelle :

Il existe des inégalités de revenus entre les PCS, lesquelles sont à l'origine d'inégalités de niveau vie, de patrimoine et de modes de vie. Ces inégalités se transmettent et se reproduisent. Certaines PCS cumulent les handicaps alors que d'autres apparaissent favorisées et avantagées dans de nombreux domaines.

Le diplôme :

Il existe un lien positif entre niveau de diplôme et position sociale valorisée économiquement, socialement et symboliquement. Les personnes fortement diplômées sont moins touchées par le chômage et la précarité de l'emploi, elles ont une espérance de vie plus élevée que les non diplômés. Les personnes disposant d'un capital culturel important peuvent le transmettre à leurs enfants au service de la reproduction sociale.

La composition du ménage :

À revenu identique, on observe des inégalités de niveau de vie en fonction de la taille des ménages et donc des différences de modes de vie. De plus, la taille de la famille est importante moins les chances d'ascension sociale sont importantes (ou de reproduction sociale pour les milieux favorisés)

Le revenu :

Les différences de revenus conduisent à des inégalités de niveaux de vie et des inégalités de mode de vie. À des inégalités de patrimoine, de résidence et *in fine* de lieux fréquentés. De même qu'à des inégalités scolaires dans la mesure où le capital économique peut être converti en capital culturel.

Le genre :

Dans le monde du travail les femmes peuvent être victimes du « plafond de verre ». Elles sont victimes de profondes discriminations en termes notamment de rémunérations, ou encore de promotions. Au sein du foyer il y a un partage très inéquitable des tâches domestiques. On observe des inégalités d'accès au postes de pouvoir et de prestige. On observe l'auto-exclusion des filles de certaines filières scolaires. Le genre est un facteur de **domination** au sein de notre société.

La société est un espace hiérarchisé dans la mesure où certains groupes sociaux sont plus dotés que d'autres en ressources socialement valorisées. Ainsi, on observe des inégalités multiples de nature économique, sociale, culturelle etc. qui sont à l'origine d'une hiérarchisation des individus ou des groupes d'individus au sein de la société.

La position dans le cycle de vie :

On observe des différences de revenus et de patrimoine selon l'âge qui entraînent des inégalités de niveaux de vie, de taux d'équipements du logement en faveur des aînés qui ont eu le temps de progresser dans leur carrières et d'épargner. On observe des inégalités de situations face à l'emploi. Les jeunes sont plus touchés par le chômage et les emplois précaires que leurs aînés.

La résidence :

Le lieu de résidence peut être à l'origine de nombreuses inégalités.

Ville / Campagne : inégalités d'accès aux services publics et notamment en termes de santé.

Quartiers bourgeois / populaires : la ségrégation résidentielle peut entraîner des inégalités scolaires (différence d'établissements scolaires) et d'employabilité (capacité à trouver et à garder un emploi)

Comprendre les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle

3/6

La salarisation des emplois :

La salarisation désigne le fait que la part des salariés dans l'emploi augmente.

Chap. 2

Explications :

- Les gains de productivité massifs dans l'agriculture amènent au déclin des exploitations agricoles et donc du nombre d'agriculteurs exploitants (qui sont des indépendants).

- De même le développement du secteur industriel puis de la grande distribution qui concurrencent les ACCE, entraînent le déclin des ACCE (qui sont des indépendants).

- Processus historique de contractualisation et d'institutionnalisation de la relation de travail. Avec le développement du droit du travail et les avancées sociales, les travailleurs ne travaillent plus au jour la journée mais doivent être salariés (contrat de travail en bonne et due forme auxquels sont attachés des devoirs mais aussi de nombreux droits sociaux)

La tertiariation des emplois :

La tertiariation des emplois désigne l'accroissement de la part du secteur tertiaire dans l'ensemble des emplois.

Explications :

- Les GP massifs dans le secteur primaire entraînent une hausse très forte de l'offre (production) de produits agricoles alors même que la demande augmente moins vite, d'où une surproduction. Pour diminuer l'offre, le secteur licencie.

- Des années 1960 aux années 1980, les GP sont massifs dans le secteur secondaire mais l'offre augmente moins vite que la demande (demande d'équipement). Le secteur embauche pour répondre à la demande forte. Mais à partir des années 1980, la hausse de l'offre est plus forte que la demande (demande de renouvellement). Le secteur licencie et ce d'autant plus qu'il subit la concurrence des pays étrangers (importations de biens industriels supérieures aux exportations).

- À l'inverse les GP sont plus faibles dans le secteur 3^{aire}. La substitution capital travail y est plus difficile de même que l'insertion du PT. L'offre progresse faiblement alors que dans le même temps la demande augmente fortement du fait de la hausse des niveaux de vie et la modification des modes de vie : accès aux loisirs, développement de la santé, de l'éducation

LA STRUCTURE PROFESSIONNELLE A ÉVOLUÉ EN FRANCE DEPUIS LES ANNÉES 1950

L'élévation du niveau de qualification des emplois :

Autrement dit la part des emplois qualifiés dans l'emploi augmente.

Explications :

- Le processus d'automatisation conduit à des licenciements massifs dans le secteur industriel d'ouvriers non qualifiés.

- Le progrès technique n'étant pas une manne tombée du ciel » nécessite pour son élaboration et son application des salariés de plus en plus qualifiés.

- L'accroissement de la taille des unités de production nécessite de plus en plus de salariés d'encadrement.

- Le développement des services comme la santé et l'éducation nécessite l'emploi de salariés qualifiés.

La féminisation des emplois :

La part que représentent les femmes dans l'emploi progresse.

Explications :

Montée de l'activité féminine alors que l'activité des hommes baisse puis se stabilise.

La montée de l'activité féminine est due à :

- Evolution des mœurs et des mentalités (luttres féministes) en faveur des droits des femmes.

- Avancées juridiques et montée de l'individualisme rendent possibles l'émancipation des femmes.

- Nécessité d'un second salaire.

- Hausse du taux de scolarisation et montée du niveau de qualifications des femmes.

- Développement du secteur tertiaire (commerce, santé, éducation).

La théorie des classes sociales chez Marx

Karl Marx va, au sein de la société capitaliste, distinguer deux classes sociales et ce en fonction de la place occupée dans le mode de production par ces dernières. Ainsi, il distingue les capitalistes qui possèdent le capital monétaire qu'ils convertissent en moyens physiques de production et les prolétaires qui ne possèdent que leur force de travail. Entre les deux classes sociales, se nouent alors un rapport social appelé le salariat. Plus précisément, les prolétaires offrent sur le marché du travail, leur force de travail aux capitalistes qui en disposent en échange d'un salaire. Mais Marx montre que la force de travail a la propriété de créer plus de valeur que n'en nécessite sa reproduction. C'est la plus-value. Mais, cette plus-value créée par la force de travail et qui appartient donc aux prolétaires est accaparée par les capitalistes car ces derniers paient les prolétaires au salaire de subsistance (valeur d'échange) et non pas à leur productivité marginale (valeur d'usage). Le salariat est donc à l'origine d'un processus d'exploitation des prolétaires par les bourgeois. Ainsi, les individus appartenant à une même classe sociale occupent la même place dans le mode de production et connaissent les mêmes conditions matérielles d'existence. C'est la classe en soi (dimension objective des classes sociales). Mais selon Marx, il ne saurait exister de classe sociale sans conscience de classe. Autrement dit, les prolétaires ne forment une classe sociale qu'à partir du moment où ils ont pris conscience de leur exploitation et se sont organisés pour défendre leurs intérêts. C'est la classe pour soi (dimension subjective des classes sociales). Dès lors, les classes sociales ont une réalité objective et sont amenées à devenir des acteurs sociaux en lutte pour défendre leurs intérêts. Marx a ainsi une vision conflictuelle des classes sociales.

La stratification sociale chez Marx

Karl Marx a une vision unidimensionnelle de la stratification sociale, à savoir le critère économique (à savoir la possession ou non des moyens physiques de production).

LES THEORIES DES CLASSES ET DE LA STRATIFICATION SOCIALE

La stratification sociale chez Weber

M. Weber a une vision tridimensionnelle de la stratification sociale, en effet celle-ci s'organise à partir de trois critères la richesse, le prestige, et le pouvoir qui définissent trois ordres.

- L'ordre économique qui correspond aux classes sociales et qui renvoie donc au niveau de richesses (revenu et patrimoine).
 - L'ordre social qui correspond au statut d'une position sociale et renvoie au prestige plus ou moins grand associé à cette position. À la différence des classes, ces groupes de statuts sont toujours des communautés. En effet, elles sont composées d'individus qui sont conscients de leurs intérêts communs et capables d'agir pour les défendre.
 - L'ordre politique qui correspond aux partis et qui renvoie au pouvoir et à la capacité d'imposer sa volonté à autrui. C'est la compétition pour le contrôle de l'Etat.
- Chaque individu peut occuper une position différente dans chacune des dimensions de la stratification sociale.

La théorie des classes sociales chez WEBER

M. Weber a une vision nominaliste des classes sociales. Autrement dit la classe sociale est un construit du sociologue pour analyser la société. La situation de classe dépend du degré de chances qu'a une personne d'accéder aux biens ou aux services (classe de possession) et aux moyens de production (classe de production). La première probabilité dépend des revenus tandis que la seconde dépend des différents capitaux possédés. Ainsi, la propriété privée des moyens de production n'est pas le seul critère de classe. De même, les individus composant une même classe sociale, n'ont pas forcément conscience d'appartenir à une même classe sociale.

① Le processus de moyennisation (atténuation des clivages inter-classes) remet en cause la pertinence de l'approche marxiste (classe en soi) et wéberienne :

Des années 1965 au milieu des années 1980 on observe en France un phénomène de moyennisation qui désigne une hausse des niveaux de vie et une réduction des inégalités économiques et sociales entre les groupes sociaux. Ce processus de moyennisation trouve ses origines dans une croissance économique très forte qui permet une hausse des revenus de l'ensemble des ménages et tout particulièrement des ménages les plus modestes : partage de la VAB en faveur des salariés (création du SMIG en 1950 puis du SMIC en 1970) et mise en place de la protection sociale (versement de prestations sociales en espèces couvrant les ménages contre les risques sociaux : indemnités chômage, retraite, maladie et prestations sociales versées sous conditions de ressources pour lutter contre l'exclusion). Dans le même temps l'Etat Providence se développe et l'ensemble des ménages accèdent à des services jugés comme essentiels tels que la santé et l'éducation. C'est, enfin, la période du plein emploi, l'emploi type étant un emploi en CDI et à temps plein. Les luttes sociales ainsi que le machinisme ont par ailleurs permis une amélioration des conditions de travail. On observe alors un accroissement et une réduction des écarts de niveau de vie, la plupart des ménages accèdent à la consommation de masse et même à la propriété. Dans le même temps, les modes de vie s'harmonisent, les ménages modestes accèdent ainsi aux loisirs et à de nombreuses pratiques culturelles avec le développement des médias de masse. Tandis que l'ascension sociale, grâce à l'éducation, des enfants des classes populaires devient possible.

② L'accroissement des clivages intra-classes brouillent les frontières entre les classes sociales :

En même temps, certains facteurs rendent les classes sociales plus hétérogènes. Parmi ces facteurs on peut citer :

- L'âge : le niveau de richesse (revenu et patrimoine) s'accroît avec l'âge ce qui rend les niveaux de vie et les modes de vie hétérogène au sein d'une même classe sociale.

- Le statut dans l'emploi : clivage au sein d'une même classe entre salariés en CDI et temps plein / Emplois précaires et/ou sous emploi qui se développent à partir des années 1980.

- Le niveau de qualification : clivage ouvriers qualifiés et non qualifiés.

L'APPROCHE EN TERMES DE CLASSES SOCIALES POUR RENDRE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE A PERDU DE SA PERTINENCE DES ANNÉES 1960 AUX ANNÉES 1980

① + ② → ③ Le déclin de la conscience de classe :

Compte tenu de la moyennisation (réduction des clivages inter-classes), l'accroissement des clivages intra-classes, et de multiples facteurs d'individualisation force est de constater que le sentiment d'appartenir à une classe sociale décline notamment dans les milieux populaires. L'analyse de K. MARX perd de sa pertinence.

④ Les analyses théoriques :

Alain TOURAINE : Pour lui on assiste à une rupture sociologique. La société de classe du 19^{ème} siècle n'existe plus. Passage d'une société « verticale » à une société « horizontale ».

Henri MENDRAS : deux mouvements remettent en cause la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour appréhender la société française : le sentiment d'appartenir à une classe sociale s'affaiblit et les catégories sociales intermédiaires se multiplient alors même que numériquement la classe ouvrière est moins nombreuse. On peut parler d'une « classe moyenne généralisée ».

F. DUBET : la culture de masse a érodé la culture de classe / les mouvements sociaux ne sont plus réductibles à des conflits de classe / plus possible de parler d'un vote de classe.

B. LAHIRE : montée de l'individualisme : l'individu choisit librement en fonction de ses aspirations indépendantes de ses origines sociales, les personnes qu'il fréquente. C'est le concept de l'homme pluriel.

① La résurgence des clivages inter-classes :

À partir du milieu des années 1980 plusieurs facteurs vont contribuer à stopper la dynamique de réduction des inégalités économiques et sociales : ralentissement de la croissance économique, montée du chômage et des emplois précaires ; mise en œuvre dans une économie mondialisée de la politique de rigueur salariale ; en même temps, du fait de la déréglementation des marchés financiers, les revenus de la propriété explosent ; crise de l'Etat providence et moindre progressivité de l'impôt. De plus, l'ascension sociale des enfants de milieux modestes reste faible et la reproduction sociale reste forte. Selon P. BOURDIEU les goûts restent déterminés par l'origine sociale et les modes de vie ne se sont pas fondamentalement harmonisés. On observe également l'émergence d'une nouvelle classe populaire les « OS » du tertiaire composée d'employés peu qualifiés dont les conditions de travail et de vie se rapprochent de celles des « OS industriels » historiques.

② La résurgence de la conscience de classe :

La résurgence des inégalités économiques et sociales entraîne une remontée de la conscience de classe (classe pour soi).

③ Certains facteurs de hiérarchisation s'articulent aux classes sociales sans les dépasser, l'exemple du genre :

Au sein de la sphère professionnelle les femmes restent bien souvent victimes d'une domination masculine.

De même l'externalisation de certaines tâches domestiques permet aux femmes les plus diplômées de s'investir dans des tâches cognitives et fortement rémunérées » laissant à des femmes beaucoup moins diplômées l'exécution des tâches domestiques de leurs foyers.

L'APPROCHE EN TERMES DE CLASSES SOCIALES POUR RENDRE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE A PERDU DE SA PERTINENCE DES ANNÉES 1960 AUX ANNÉES 1980

④ Les analyses théoriques :

Louis CHAUVEL : selon ce sociologue, il demeure en France des inégalités économiques et sociales telles que la notion de classe sociale au sens de Marx dans sa dimension objective, classe en soi, reste pertinente pour analyser la société française.

M. PINÇON et M. PINÇON CHARLOT : si la classe ouvrière n'existe plus, la classe bourgeoise en soi et pour soi existe encore. Cette classe accumule une richesse multiforme faite de capitaux économiques, sociaux et symbolique qu'elle mobilise en vue de maintenir et de transmettre sa position dominante.

F. DUBET : Il convient de défendre la notion de classe sociale car persistent dans notre société de multiples formes de dominations : les exclus sont dominés par un système de classe ; forte reproduction sociale et faible ascension sociale des enfants de milieux modestes.

C. PEUGNY : les classes sociales n'ont pas disparu, elles ont été rendues invisibles par les transformations de l'emploi. Les niveaux de vie, les modes de vie et les univers de vie restent encore largement disjoints et hétérogènes. Force est de constater l'émergence de classes populaires du tertiaire ainsi qu'une « polarisation des destins sociaux ». Progressivement, on observe enfin, à travers plusieurs mouvements sociaux à « une prise de conscience de difficultés et d'intérêt communs » (conscience de classe).

P. BOURDIEU : l'espace social reste fortement hiérarchisé avec une classe dominante et une classe dominée. Les classes sociales persistent du fait d'une distribution inégale des capitaux possédés par les différents groupes sociaux : capital économique, social et culturel. Il convient à ce niveau dans le processus de domination en œuvre de distinguer le volume de capital possédé et la structure du capital possédé (rôle majeur du capital culturel). La classe dominante mobilise et utilise l'ensemble des capitaux qu'elle possède pour maintenir sa position dominante et la transmettre à ses « héritiers ».